

Service Obligatoire du Travail. L'Europe fut transformée en un vaste camp de concentration. Et cela n'avait pas un caractère provisoire ; c'était la « nouvelle Europe » nationale-socialiste qui devait continuer à exister après la guerre, si cette guerre était gagnée par le fascisme. Comment peut-on prétendre que le prolétariat devait rester indifférent devant cette tentative de nazification du monde par la force ? Comment peut-on prétendre que l'ouvrier qui prend le maquis pour éviter le travail obligatoire, le Juif qui prend les armes pour ne pas être rôté dans le four crématoire, le paysan qui leur a donné asile et qui, pour éviter son arrestation, prend lui aussi le chemin du maquis ne sont que des agents de l'impérialisme anglo-saxon ? Et quand cet exode vers les montagnes embrasse des millions d'hommes en Europe, il se trouve des marxistes qui lui tournent le dos et qui proclament qu'ils n'ont rien de commun avec tous ceux-là ! La deuxième particularité est la participation à la guerre de l'U.R.S.S. Ici, il faut d'abord préciser notre position envers l'U.R.S.S. Si c'est un pays capitaliste — comme le proclament les ultra-gauches de tout genre, — la question de sa défense ne se pose même pas. Mais si l'U.R.S.S., malgré sa dégénérescence bureaucratique reste un Etat ouvrier — comme le proclame la IV^e Internationale — sa défense est pour nous un devoir primordial. L'U.R.S.S. est-elle ou non notre première patrie prolétarienne ? Si oui, à partir du moment où elle se trouve en guerre avec d'autres pays capitalistes, nous sommes ses soldats — en quelque coin de la terre que nous nous trouvons. Nous devons la défendre par tous les moyens — par notre presse et par notre propagande — par la mobilisation des masses, par les armes, la guérilla, le sabotage. Dans ce cas, le défaitisme révolutionnaire prend, dans la pratique, une forme nouvelle. Envers les impérialismes alliés de l'U.R.S.S., notre attitude est la même qu'hier — lutte pour le renversement du capitalisme, même pendant la guerre, car nous croyons que seul le triomphe de la révolution prolétarienne fera de ces pays de vrais et éternels alliés de l'U.R.S.S. et ouvrira de nouvelles possibilités à l'édification socialiste du monde et à la régénérescence de l'U.R.S.S. Mais lorsqu'un ou plusieurs Etats impérialistes sont en guerre avec l'U.R.S.S., envahissent son territoire, détruisent par le feu et par le fer l'œuvre d'édification socialiste du prolétariat russe, notre lutte contre ces impérialismes prend le caractère d'une mobilisation immédiate des masses opprimées et d'emploi de tous les moyens et avant tout de l'action militaire (guérilla, destruction de moyens de communication, de dépôts, de matériel, espionnage en faveur de l'U.R.S.S.). Au premier plan, évidemment, nous mettons le mot d'ordre de fraternisation avec les soldats de ces pays. Nous les appelons à tourner leurs armes contre leurs officiers, à refuser de se battre contre l'U.R.S.S., à passer dans les rangs de l'Armée rouge, en Russie, ou dans les rangs du maquis dans les pays occupés. Quand ils passent dans nos rangs, nous les accueillons comme des frères de classe. Mais l'impérialisme a de multiples moyens pour prolonger longtemps la soumission des masses mobilisées. Est-il ou non de notre devoir de l'empêcher d'écraser l'U.R.S.S. avant que les masses de ses soldats ne se réveillent et passent de notre côté ? En quoi diffère le devoir de l'ouvrier ou franc-tireur grec de celui du partisan russe ? Quand le premier, en faisant sauter un pont, empêche le transfert de divisions ou de canons sur le front russe, ne défend-il pas l'U.R.S.S. ? De la même manière que le partisan russe qui extermine les détachements ennemis à l'arrière du front ? Dans la guerre civile, les forces révolutionnaires sont souvent obligées de tirer sur des soldats mobilisés de force par l'ennemi de classe. Pourtant parmi ces soldats il y a des travailleurs. On doit les gagner à la cause révolutionnaire. Mais, en attendant, on doit avant tout défendre les barricades. Le sentimentalisme n'a rien à faire avec la guerre, ni surtout avec la guerre civile. La guerre de l'U.R.S.S. contre un ou plusieurs pays capitalistes est régie, à maints égards, par les mêmes lois que la guerre civile. Il faut la défendre même contre ceux qui se battent contre elle malgré eux. Nos déclarations sur la défense inconditionnée de l'U.R.S.S. ne seraient qu'hypocrisie lamentable si elles n'étaient suivies par des actes chaque fois que cela nous est possible. En passant par l'école du maquis, de larges masses ouvrières, paysannes et petites-bourgeoises ont appris à faire la guerre au régime existant. Elles ont appris à tirer contre les forces armées de la bourgeoisie. Elles ont appris à piétiner les lois et à briser la discipline capitaliste. Elles ont appris à organiser des bataillons, des régiments, des divisions, à former des états-majors, à dresser des plans d'opération. Elles ont appris à occuper des régions et à les gouverner, à légiférer, à juger, à organiser le ravitaillement, à mettre en marche la machine de production. Elles ont appris qu'un ouvrier intelligent et audacieux peut devenir un officier bien plus capable qu'un fils d'aristocrate, porteur de monocle. Elles ont appris que la prise du pouvoir n'est pas une chose impossible.

Ce qui a manqué à ces masses, c'est une direction politique marxiste. Nous n'avons pu lui donner cette direction, en France, à cause de nos hésitations et de nos faiblesses, en Grèce à

cause de notre désir de garder les « mains pures ». La place de dirigeant se conquiert dans la lutte. Lorsque l'ouvrier lutte, l'arme à la main, en affrontant la mort à chaque seconde, il n'a ni le temps, ni l'envie de quitter sa barricade pour aller écouter les leçons et les conseils de quelque « pur » qui reste loin en se lavant les mains. Mais son instinct de classe lui permet facilement de comprendre et d'admettre une politique de classe quand celle-ci lui est expliquée par un camarade qui se trouve sur la même barricade et affronte les mêmes dangers que lui. Il lira avec intérêt un journal ouvrier qui lui présente un programme révolutionnaire quand ce journal le soutient dans sa lutte et qui est distribué par ses camarades de lutte, mais il déclinera avec dégoût un journal qui, sous des prétextes de « fidélité » au programme révolutionnaire, l'appelle à la passivité et à la desertion.

Ce qui caractérise la première période qui a suivi la « libération » des pays occupés par l'Allemagne, c'est l'entrée impétueuse des masses armées dans l'arène politique. Autour des organisations de partisans qui, pendant l'occupation, étaient plus ou moins éloignées des centres prolétariens se regroupent tout d'un coup les masses opprimées et surtout les ouvriers. Les organisations syndicales en passant de la clandestinité à la légalité, voient le nombre de leurs adhérents augmenter à un rythme vertigineux. Les milices « patriotiques » dont la composition, en grande partie, était ouvrière et qui pendant l'occupation étaient surtout une sorte de groupes illégaux d'auto-défense dans les usines, les quartiers et les villages, se transforment pendant les journées insurrectionnelles en une organisation armée de masse dont le réseau couvre tout le pays. Des dizaines de milliers d'ouvriers, surtout des jeunes, entrent dans les formations de la résistance militaire (F.F.I. en France, ELAS en Grèce). Toutes ces forces populaires et surtout le prolétariat — dont l'instinct de classe et l'initiative s'affirment dans ces événements — interviennent dans la vie politique en employant, par la force des choses, des méthodes révolutionnaires (organisation du ravitaillement, répression du marché noir, épurations, exécution des mouchards, etc.). La période qui s'ouvre avec la « libération » est indiscutablement une période de dualité de pouvoir. Des profondeurs des couches opprimées montent de nouveaux cadres (officiers, organisateurs, comités d'usines, etc.). Les cadres syndicaux se renouvellent. Un sang nouveau commence à couler dans les artères des organisations populaires. La confiance des masses dans leur force, la renaissance de leurs espoirs, la certitude qu'elles sont capables d'écraser les forces de la réaction, qu'elles sont capables de gouverner leur ouvrent les perspectives les plus grandes.

Quelles sont les raisons de la dégénérescence rapide et de l'écrasement de ce mouvement ? Avant tout, l'orientation fautive que lui donnèrent les partis ouvriers traditionnels depuis l'époque de l'occupation ; les illusions nationalistes qu'ils ont cultivées, leur chauvinisme éhonté, leur abdication de toute indépendance envers le mouvement nationaliste de la partie allemande de la bourgeoisie, les illusions qu'ils ont créées autour de l'union nationale, et du rôle des chefs bourgeois (de Gaulle en France) ainsi que du rôle soi-disant libérateur d'impérialismes américain et anglais.

Prise de panique devant l'étendue du mouvement et surtout devant le rôle prépondérant de la classe ouvrière, la classe bourgeoise se resserra autour de ses représentants politiques et se décida à prendre des mesures décisives. Les déclarations de loyalisme des communistes ne la tranquillisaient pas, d'abord parce qu'elle se méfiait d'eux, ensuite parce que les masses armées pouvaient bien, à un moment donné, se libérer de la tutelle communiste et, trouvant d'autres chefs révolutionnaires, marcher sur le chemin de la lutte de classes. La situation entra dans la phase de sa liquidation, dont la marche et les procédés diffèrent dans chaque pays selon les conditions particulières et sa situation internationale et surtout selon le rôle des partis communistes. En France, par exemple, le désarmement et la dissolution des milices patriotiques, le licenciement des officiers F.F.I., le retrait de toute initiative aux organisations de la Résistance, se fit pacifiquement grâce à l'intervention ouverte et cynique du parti communiste français. En Grèce, où la position de la diplomatie soviétique était différente, le parti communiste grec s'opposa au désarmement des forces de la Résistance. L'impérialisme anglais, pour qui la Grèce constitue un point stratégique dont dépend la sécurité du canal de Suez et de la route vers les Indes, passa à l'intervention directe et armée. Le choc de Décembre était inévitable. Ce choc montra le dynamisme formidable de la Résistance grecque. La résistance des masses à la bourgeoisie indigène et à l'impérialisme anglais fut un acte nettement révolutionnaire qui eut un retentissement extraordinaire à l'étranger. Si la situation internationale avait été différente, si le mouvement prolétarien dans les autres pays n'avait pas été châtré par la direction stalinienne et réformiste, si l'Union soviétique avait poursuivi une politique internationaliste, la Révolution de Décembre n'aurait peut-être pas été étouffée après trente-trois jours d'une lutte héroïque qui provoqua l'étonnement et l'admiration du monde entier.